

La faillite de l'Etat se généralise...

La Une - La Gazette - 30/07/13

Il est consternant de constater que personne ne réagit au récent rapport des organisations internationales indiquant que Madagascar, le géant de l'océan Indien, est devancée par les Comores en matière de développement économique. De même lorsque la Banque mondiale publie un document catégorisant Madagascar parmi les Etats fragiles. Plusieurs faits viennent en effet confirmer cette faillite de l'Etat...

Depuis plusieurs semaines, nous avons relaté dans nos colonnes les conséquences fâcheuses de la grève des inspecteurs d'Etat sur le fonctionnement des départements ministériels. Pas plus tard que la semaine dernière, la présidence de la Transition a dû procéder à des réquisitions pour contraindre les inspecteurs d'Etat du Contrôle des dépenses engagés (CDE) à travailler pour permettre aux parlementaires de la Transition de se réunir en session parlementaire extraordinaire.

Selon en effet certains personnels des institutions de la Transition, le Congrès de la Transition, le Conseil supérieur de la Transition, la HCC, le FFM rencontrent des difficultés financières à la suite de la grève des inspecteurs d'Etat. Les dépenses dans les budgets autonomes de ces institutions nécessitent en effet une autorisation du CDE. Sans la réquisition de la semaine dernière, les membres du Congrès de la Transition n'auraient pu percevoir leur salaires et indemnités... de même pour les autres hauts responsables des autres institutions. Toutefois, on sait que les salaires des simples fonctionnaires ne sont pas encore positionnés dans les comptes en banque...

Pour leur part, le secteur privé en pâtit puisque les responsables des marchés publics essayent tant bien que mal d'établir avec leurs fournisseurs un calendrier pour le paiement... Face à l'incapacité de l'administration à résoudre le problème des inspecteurs d'Etat, clé du déblocage des budgets de l'Etat, ces PRMP continuent de repousser à une date encore indéterminée le paiement des fournisseurs de fourniture de bureau... Pas mal de fournisseurs de l'Etat se sont retrouvés en faillite ou en prison pour n'avoir pas pu payer leurs propres fournisseurs.

A côté, il y a aussi les problèmes sociaux qui surgissent dans la campagne et dans les villes. En effet, défiant toutes autorités étatiques, de simples citoyens accaparent des terrains appartenant au ministère de l'Agriculture à Nanisana. Des agents de sécurité louent ou mettent en vente une parcelle de terrain de l'Etat à des tiers avec des documents qui seraient en règle vis-à-vis de l'administration... On se souvient que même le conseiller supérieur de la Transition Naivo Raholdina, président de la commission d'enquête sur les litiges domaniaux, s'est plié à l'illégalité. Le parlementaire s'est jeté dans la bataille pour défendre les squatteurs en leur permettant même d'obtenir l'électricité. Et ce, dans un but électoral à l'approche des législatives.

Les sociétés d'Etat d'intérêts publics rencontrent de graves problèmes de trésorerie. En prenant le cas de la compagnie nationale des eaux et électricité JIRAMA, on peut dire que c'est l'Etat même qui est à l'origine du gel de la hausse du prix du mètre cube et de l'ampère de peur d'un soulèvement populaire avec l'affaiblissement grandissant du pouvoir d'achat des Malgaches. Tous savent aussi que le principal mauvais payeur auprès des guichets de la JIRAMA est l'Etat avec les bâtiments publics abritant ministères et services publics, l'éclairage des voies publiques,... L'Etat accuse en effet des milliards d'arriérés. Il est normal que la JIRAMA rencontre des difficultés financières...

De même le secteur pétrolier, l'Etat et les compagnies pétrolières se sont entendus que la hausse des prix à la pompe est fixée par décret ministériel. Et ce, toujours à cause de la peur d'un soulèvement populaire contre la hausse générale des prix qu'engendrerait une hausse du prix à la pompe. En contrepartie, l'Etat devrait compenser les manques à gagner régulièrement sur une période bien déterminée... Toutefois, l'Etat n'a pas encore honoré ses engagements. Aussi, un risque se profile concernant l'approvisionnement en carburants... Dans certaines régions de l'île, on a rencontré des pénuries en carburants.

Certains observateurs de la vie nationale s'interrogent en effet : pourquoi personne ne réagit ? Cette carence et dysfonctionnement de l'Etat peuvent en effet favoriser certains opportunistes car, vu l'opacité de la période de transition en l'absence d'un vrai organe de contrôle, la gestion des affaires financières de l'Etat est vulnérable aux détournements et autres malversations. Comment se fait-il que Madagascar figure parmi les quatre pays les plus pauvres alors que, contrairement aux autres, elle ne traverse pas de guerre (civile ou frontalière) ouverte ?

Source : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=33275:etat-la-faillite-se-generalise&catid=57:la-une